

Les fiches techniques de l'ADLE:

L'UE ET LA GEORGIE

Depuis l'adhésion de la Bulgarie, en 2007, seule la mer noire sépare l'Union européenne de la Géorgie. Or, ce pays, situé dans une région stratégique pour l'approvisionnement en pétrole, abrite deux des conflits gelés du Caucase du Sud: le premier concernant la région séparatiste d'Abkhazie et le second, celle d'Ossétie du Sud.

I. Les relations entre l'Union européenne et la Géorgie

Entre 1992 et 2004, l'Union européenne a été le **deuxième donateur** d'aide financière à la Géorgie, après les Etats-Unis. Elle a mis en place des programmes visant à la réhabilitation de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud et est également intervenue dans le domaine énergétique: l'oléoduc BTC (Bakou-Tbilissi-Ceylan) et le gazoduc Bakou-Tbilissi-Erzurum (dont Nabucco est le prolongement) traversent la Géorgie. Par ailleurs, les relations entre l'Union et la Géorgie sont régies, depuis 1999, par un **accord de Partenariat et de Coopération** qui a pour principal objectif le respect de la démocratie et des droits de l'homme.

La révolution des Roses

Suite à la révolution des Roses, en 2003, l'Union européenne a renforcé sa présence en Géorgie par la mise en place de l'opération "**EUJUST Themis**". Cette mission, placée sous l'égide de la PESD a reçu un mandat d'un an pour agir en faveur de l'Etat de droit en Géorgie. Composée de dix experts, son action s'est concentrée sur une réforme du système judiciaire géorgien.

Par ailleurs, l'Union a créé, en juillet 2003, un poste de **Représentant Spécial de l'Union Européenne (RSUE)** dans le Caucase du Sud. Cette fonction, occupée aujourd'hui par le suédois Peter Semneby, a été créée dans l'objectif de faire jouer à l'Europe un rôle plus actif dans les trois pays du Caucase du Sud que sont l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie.

Le quartier général a, symboliquement, été placé à Tbilissi, en Géorgie pour témoigner de l'attention particulière portée par le RSUE à ce pays. Suite au départ de la mission EUJUST Themis et de celle menée, parallèlement par l'OSCE, le RSUE a vu ses compétences s'élargir à la mise en œuvre des réformes initiées par la mission européenne et à la surveillance des frontières. A cette fin, une équipe de support des frontières est venue appuyer son action.

Depuis juin 2004, la Géorgie a intégré la **politique de voisinage** de l'Union européenne dont l'objectif est d'établir des "*relations étroites entre l'UE et ses partenaires dans la perspective de créer une aire de stabilité, de prospérité et de sécurité*".

La crise russo-géorgienne de 2008

Après le déclenchement de la crise entre la Russie et la Géorgie, le 8 août 2008, l'UE, a, au travers de la présidence française, joué un rôle clef dans la **négociation du cessez-le-feu**.

Suite à cela, une nouvelle opération sous l'égide de la PESD, la **Mission de surveillance (MSUE)**, a été déployée en Géorgie. Son mandat prendra fin le 14 septembre 2010. La MSUE en quelques chiffres:

- 320 personnes
- 49.6 millions d'euros de budget
- 26 Etats membres participant
- 3 bureaux en Ossétie du Sud
- 1 bureau en Abkhazie
- 15 jours de préparation avant présence effective (déploiement le plus rapide d'une mission de l'UE)

Cette MSUE, dans la droite ligne des objectifs de la PESD, combine une approche civile avec une approche militaire de gestion de crises au sein d'équipes multinationales. Les principaux objectifs de la mission sont de contribuer au rétablissement de l'Etat de droit et de la confiance en rétablissant le contact entre les parties. Pour ce faire, la collecte d'informations joue un rôle primordial, comme en a témoigné la rédaction du rapport Tagliavini.

L'Union européenne a également créé un poste de **RSUE** spécialement axé sur la crise en Géorgie. Il est attribué au Français, Pierre Morel. Son rôle est de veiller à la réalisation des engagements du cessez-le-feu et d'assurer le secrétariat permanent des discussions internationales de Genève. L'Union européenne fait ici figure de conciliateur neutre.

II. ADLE

En 2006, de retour d'une visite en Azerbaïdjan, en Géorgie et en Arménie, **Graham WATSON**, ancien président de l'ADLE et toujours membre du groupe, a déclaré : *"Les libéraux et les démocrates ont travaillé d'arrache pied pour que les pays du Caucase Sud soient inclus dans la nouvelle politique de voisinage de l'UE. Non seulement ils seront sous peu voisins proches par la Mer Noire, mais ils occupent aussi une partie stratégique importante de l'Europe entre la Russie et l'Iran. L'UE doit travailler afin de pouvoir leur donner des démocraties et des économies de marché à part entière."*

En 2008, suite à l'adoption d'un rapport concernant une politique européenne plus efficace dans le Sud Caucase, **Lydie POLFER (Luxembourg, PD)**, à l'époque membre de l'ADLE et rapporteur du Parlement, a commenté: *"L'UE doit accroître ses efforts pour soutenir les pays du Sud Caucase dans leur effort de consolidation de la démocratie, dans leurs réformes économiques ainsi que dans leur effort de renforcer leur respect de l'application de la loi et des droits de l'homme. Comme le montrent de nombreux rapports, les trois pays; Arménie Azerbaïdjan et Géorgie ont tous fait d'énormes progrès dans ces domaines même s'il reste encore à faire. La Politique Européenne de Voisinage est notre instrument principal pour assister ces pays dans leur quête de développement."*

Pour en savoir plus:

[Les communiqués de presse de l'ADLE sur la Géorgie](#)

[Commission européenne: Géorgie](#)

[Parlement: commission Affaires étrangères](#)